Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Exposé des motifs et commentaire de l'article

Il a été ajouté aux membres composant la commission permanente d'experts un représentant du Ministère d'État, afin de respecter le souhait formulé par Monsieur le Premier Ministre qu'un représentant de son ministère puisse être associé aux travaux de la commission en question dans l'optique de renforcer davantage les liens entre la Commission d'Economies et de Rationalisation et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dont notamment au niveau de la planification des besoins en personnel enseignant pour l'enseignement fondamental.

Le président du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental a quant à lui été remplacé par un inspecteur de l'enseignement fondamental, ce afin de ne pas surcharger la fonction de président du Collège. Il paraît plus aisé de répartir les missions incombant au Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, si celles-ci sont réparties sur différents membres du Collège au lieu de s'accumuler sur le dos d'une seule personne.

Dans l'objectif d'une meilleure compréhension des textes et afin d'éviter toute confusion respectivement tout double emploi, il est de mise d'abroger le règlement grand-ducal du 10 avril 1994 portant planification des besoins en personnel enseignant dans l'enseignement primaire, ce qui a été omis en 2009 lors de l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal dans sa version initiale.

Texte de l'avant-projet de règlement grand-ducal

Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 1^{er}.** La commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental se compose de 13 membres à savoir:

1. de trois représentants du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, appelé par la suite le ministre ;
2. d'un représentant du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions ;
3. d'un représentant du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions ;
4. d'un représentant du Ministère d'État ;
5. d'un représentant de l'Inspection générale des finances ;
6. d'un représentant du STATEC ;
7. d'un inspecteur de l'enseignement fondamental, membre du collège des inspecteurs ;
8. de deux représentants des enseignants ;
9. de deux représentants du syndicat des communes.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté ministériel pour un mandat renouvelable de trois ans. »

Art. 2. Le règlement grand-ducal du 10 avril 1994 portant planification des besoins en personnel enseignant dans l'enseignement primaire est abrogé.

Art. 3. Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Règlement grand-ducal modifié du 6 octobre 2009 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

(Mémorial A - 204 du 16 octobre 2009, p. 3522)

Texte coordonné

(Règl. g.-d. du XX 2015)

« Art. 1^{er}. La commission permanente d'experts prévue par l'article 29 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental se compose de 13 membres à savoir:

- 1. de trois représentants du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, appelé par la suite le ministre ;**
- 2. d'un représentant du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions ;**
- 3. d'un représentant du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions ;**
- 4. d'un représentant du Ministère d'État ;**
- 5. d'un représentant de l'Inspection générale des finances ;**
- 6. d'un représentant du STATEC ;**
- 7. d'un inspecteur de l'enseignement fondamental, membre du collège des inspecteurs ;**
- 8. de deux représentants des enseignants ;**
- 9. de deux représentants du syndicat des communes.**

Les membres de la commission sont nommés par arrêté ministériel pour un mandat renouvelable de trois ans. »

Art. 2. Le ministre désigne parmi les représentants de son département le président et le secrétaire de la commission.

Art. 3. La commission se réunit en séance plénière sur convocation du ministre ou du président de la commission.

Art. 4. La commission peut se constituer en sous-commissions chargées chacune de l'étude d'un aspect spécifique et de planification à faire.

Art. 5. Avec l'accord du ministre, la commission peut recourir à l'avis d'experts indemnisés sur base contractuelle.

Art. 6. Les rapports et avis que la commission est appelée à produire sont approuvés à la majorité des voix par les membres présents qui doivent être au nombre de 7 au moins, sans qu'un membre puisse s'abstenir du vote. Les opinions minoritaires sont également actées et motivées.

Art. 7. Les rapports et avis, signés par tous les membres présents, sont transmis au ministre.

Art. 8. Les membres de la commission ont droit à un jeton de présence dont le montant sera fixé par règlement du Gouvernement en Conseil.

Art. 9. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.